



Cette « dette » n'est ni celle des salariés ni celle de la population !

Non à ce nième plan d'austérité gouvernemental !

Non à la mise en place de la RGPP à l'INRA !

Syndicat National CGT-INRA : RN 10 – Porte de St Cyr – 78210 Saint Cyr l'Ecole – Tél : 01.39.53.56.56 – Fax : 01.39.02.14.50 - Mail : cgt@inra.fr document daté du 05/09/2011

Au nom de la réduction des déficits publics et en espérant ainsi que les agences de notation, au service des spéculateurs, ne dégradent pas la note « AAA », le gouvernement a décidé de réduire encore les budgets 2011 et 2012, qui prévoyaient déjà la suppression de plus de 30 000 postes de fonctionnaires par an, le recul de l'âge de la retraite, le blocage de nos salaires, etc.

C'est dans ce cadre que la Direction Générale de l'INRA s'est fixée pour objectif de réduire de 10% les moyens de fonctionnement et restructurer centres et services pour appliquer la RGPP à l'INRA avec son « Schéma Directeur pour l'optimisation des fonctions supports ».

**En quoi consistent la « dette » et le déficit public ? Même si cela peut paraître rébarbatif, regarder les chiffres de près permet de bien percevoir les enjeux.**

### **Cadeaux aux plus riches et au patronat, et baisse des recettes de l'Etat.**

Les recettes de l'Etat ont constamment baissé : en 1982, elles représentaient 22.5% du Produit Intérieur Brut (PIB) ; en 2009, elles ne représentent plus que 15.1%. Cette diminution de 7,4 points de PIB représente 142 milliards€... soit l'équivalent du déficit enregistré en 2009 (142,5 milliards€).

Cette baisse des recettes provient d'une politique systématique d'allègement de l'impôt pour les plus riches : baisse à 41% du taux d'imposition de la tranche maximale de l'impôt sur le revenu, bouclier fiscal, réduction des droits sur les successions, baisse de 50 à 33% du taux de l'impôt sur les sociétés, multiplication des crédits d'impôts comme le crédit d'impôt recherche (CIR) qui a quintuplé entre 2005 et 2011, passant de 982 millions€ à 4,957 milliards€ !

De plus, l'Etat prend en charge une part croissante des cotisations et des impôts normalement dus par le patronat comme par exemple, la taxe professionnelle supprimée en 2010, que l'Etat compense très partiellement pour les collectivités territoriales - 15 milliards€/ an, et les exonérations de cotisations sociales - 22 milliards€/ an.

**Ces cadeaux ont-ils servi ?**

Non. Les délocalisations ont continué de plus belle, l'investissement dans la production, la formation et la recherche industrielle stagnent ou régressent : Sanofi a liquidé 1100 emplois dans la recherche en 2010. La même année, le Crédit Agricole sur les 400 milliards€ collectés dans le pays n'a investi qu'environ 300 milliards et joué le reste sur les marchés financiers internationaux. Dans tous les secteurs, avec l'aide de l'Etat, les industriels investissent à l'étranger les fruits de notre travail. Créant chômage et dégâts sociaux de tous ordres, les coûts induits par ces politiques de casse sont évidemment à la charge des secteurs publics. Et ce serait les salariés qui auraient une dette ???

En fait, l'envolée du déficit, de 51 milliards€ en 2007 à 136,5 en 2010, comme celle de la dette, de 1212 à 1646 milliards€ sur la même période, résultent de la baisse des recettes et des mesures

pour « sauver » les grandes entreprises et les banques à la suite de la crise financière de 2008. La dette ainsi accumulée a financé les cadeaux fiscaux, les allègements au bénéfice du patronat et le renflouement des banques qui ont repris la spéculation depuis ! Mieux encore, les bénéficiaires fortunés des allègements d'impôts et de taxes placent sur le marché de la dette les sommes ainsi économisées et prêtent à l'Etat avec des intérêts à la clé. La dette de l'Etat a ainsi été accrue de 45 milliards€ d'intérêts, empochés par les spéculateurs et en particulier par les banques... doublement gagnantes après leur renflouement par l'Etat (c'est à dire par nos impôts !). C'est une rente au profit des marchés financiers et des spéculateurs. *Cette dette n'est donc en rien celle des salariés et de la population.*

### **Pour les salariés et la population : austérité renforcée !**

Ce déficit qui ne cesse de se creuser pour le plus grand bénéfice du patronat et de la finance sert de prétexte au gouvernement pour justifier ses coupes constantes dans les dépenses publiques au détriment des intérêts de la population, et en particulier des plus défavorisés. De 2008 à 2011, 132 000 postes de fonctionnaires ont déjà été supprimés aboutissant dans le cadre de la RGPP à des réductions massives de services, écoles, hôpitaux, etc. Pour la population, les dépenses de santé ont été sérieusement accrues par de nouveaux remboursements de médicaments et l'augmentation de 2€ par jour du forfait hospitalier.

Les nouvelles mesures annoncées vont dans le même sens avec notamment la volonté d'augmenter la CSG, de taxer les mutuelles, les boissons,...

Les soi-disantes mesures concernant les « riches » ne sont qu'une supercherie : la taxe de 3% ne concernant que la partie des revenus au-delà du seuil de 500 000€ de revenu annuel par part fiscale, ne rapportera que 200 millions€ sur un plan de 11 milliards€, soit 3 fois moins que l'augmentation de la CSG et 5 fois moins que la taxe sur les mutuelles !

## **Pour la CGT, il faut mettre fin aux plans d'austérité.**

Les programmes d'austérité exigés par les marchés financiers conduisent à la hausse du chômage et de la précarité, pèsent sur les salaires, les pensions et les minima sociaux, donc sur le pouvoir d'achat, et affaiblissent le potentiel de croissance économique.

**On ne peut pas sortir de cette crise en donnant encore et toujours plus de gages aux marchés financiers : les « plans de sauvetage » se multiplient et à chaque fois l'argent nécessaire pour « sauver » les financiers augmente ; il doit être mobilisé au service de l'emploi et de l'investissement productif.**

## **Pour sortir de cette crise, il faut créer des emplois qualifiés et stables, augmenter les salaires, dynamiser l'investissement productif.**

Au lieu de réduire les moyens des services publics, supprimer les emplois et geler les traitements dans la fonction publique, ce que fait le gouvernement, il faut augmenter les dépenses utiles à la population comme celles de l'éducation, la recherche, la santé, ... et créer des emplois de titulaires. En revanche, il faut supprimer les niches fiscales inutiles, augmenter l'impôt sur les hauts revenus et les sociétés, et taxer les transactions financières.

Dans le secteur de la recherche, il faut supprimer le CIR (Crédit d'impôt Recherche) et réaffecter les sommes versées à ce titre aux organismes de recherches. Enfin, seules les nationalisations du secteur bancaire assureront la maîtrise publique du crédit et mettront fin aux capacités de manœuvre et de nuisances des spéculateurs.

Au nom de la « solidarité » face au déficit public et en mettant sous silence les causes réelles de cette crise, le gouvernement cherche à associer les organisations syndicales à la mise en œuvre des mesures d'austérité et à faire taire les revendications. **La CGT-INRA ne marchera pas dans cette opération. Elle appelle d'ores et déjà les salariés de l'Institut, titulaires comme précaires, à préparer la **journée nationale intersyndicale du 11 octobre** comme une première riposte au plan d'austérité gouvernemental.**

**En octobre, des élections aux nouveaux comités techniques (se substituant aux CTP) vont se dérouler dans toute la Fonction Publique, INRA inclus.**

**Le vote CGT-INRA sera l'occasion de signifier clairement au gouvernement votre opposition résolue à sa politique de liquidation de nos droits.**



## **Réunion du 6 septembre 2011 pour mettre en place le schéma directeur pour l'« Optimisation des fonctions supports à l'INRA » : La CGT-INRA ne s'y rendra pas!**

C'est dans le contexte ci-dessus que la Direction Générale de l'INRA a invité, par [courrier du 1<sup>er</sup> août 2011](#), les organisations syndicales de l'INRA à une réunion ayant pour objet de « définir d'accord parties, le cadre et les modalités de suivi de (la) mise en œuvre (du schéma directeur pour l'optimisation des fonctions supports à l'INRA) par les représentants des personnels ». La CGT-INRA ne se rendra pas à cette réunion.

C'est toujours la même méthode : le gouvernement, les directions prennent des décisions et ensuite, réunissent les « partenaires sociaux » pour leur « permettre » de décider eux-mêmes de la façon dont ils vont appliquer les dites décisions.

Alors que plus de 3 000 membres du personnel se sont prononcés sur une pétition des 4 syndicats de l'INRA pour le retrait de la procédure issue de la RGPP et contre la diminution de 10% des moyens de fonctionnement de l'INRA, la Direction Générale n'en tient pas compte, mais propose aux syndicats de discuter sur le « bon moyen » de mettre en œuvre cette RGPP !

Il n'y a rien à négocier dans ce cadre-là. C'est un piège, soit on accepte la RGPP soit on la refuse. [Comme nous l'avons écrit à la Direction Générale](#), nous ne sommes pas dupes de son intention de mettre en œuvre son schéma directeur avec les représentants des personnels, ce qui reviendrait à cogérer l'INRA au détriment des personnels eux-mêmes et du service rendu aux unités (UR et UE).

**Au contraire, nous appelons les personnels à renforcer à tous les niveaux la lutte contre la mise en place des mesures issues du schéma directeur (fusion de centres et de services, spécialisation des centres, etc.).**

**Personne ne comprendrait qu'une quelconque organisation syndicale se prête à ce simulacre de discussion, apportant ainsi son aide à la Direction Générale pour la mise en place de ses plans.**